

Le Socialiste

41e année - Rs 5.00 - No 10498 - JEUDI 15 DÉCEMBRE 2022 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Obeegadoo remet des chèques aux bénéficiaires du programme de subventions pour dalles de toit



Page 3



Energies renouvelables:
Atelier de formation sur le financement et la facilitation de projets dans la région AIS

Page 3

Pérou : le président destitué reste en prison, les manifestations se poursuivent



Page 4

Covid-19 : la Chine reconnaît une augmentation rapide des cas, notamment à Pékin, sans pouvoir les dénombrer



Page 4

Grande-Bretagne :
Les infirmières rejoignent les mobilisations pour les salaires



Page 5

Foot News

Messi abat des records et la Croatie pour qualifier l'Argentine en finale



Page 7

Sans pitié, la France élimine le Maroc et se qualifie pour une 2e finale consécutive



Page 8

A la télé aujourd'hui



06.00 Local: Lavi Zoli An XXI
07.00 D.Anime: D.I.Y.
Discover Your
07.29 D.Anime: La Petite
Ecole...
08.15 D.Anime: All Hail King
Julien
09.55 Serial: Backstage
10.40 Local: J'ai Faim
12.00 Le Journal
12.30 Serial: The Wish
14.25 MFDC Inter-Primary
Film

15.21 D.Anime: D.I.Y.
Discover Your
15.27 D.Anime: Dinosaur
Train
15.40 Film: Fantastica
17.05 Serial: The Wish
17.32 Mag: Bricks 'O' Brian
18.00 Live: Samachar
18.30 Serial: Jijiji Chhat Par
Hain
18.56 Local: Yatra
19.30 Le Journal
20.30 Film: Pagalpanti
Starring Anil Kapoor,
John Abraham, Ileana
D'Cruz



07.00 DDI Live
09.58 Serial: Agniphera
11.05 Serial: Mann Mein
Vishwas...
12.00 Film: Dil Diwana
15.00 Live: Samachar
15.22 Saare Tujhyachsathi
15.45 Serial: Bommarillu
16.02 Serial: Sondha
Bandham
16.41 Serial: Saaton

Vachanwa Saath
Nibhaib Sajna
17.09 Bhakharwadi
17.35 Local: Amrit Vaani
17.45 Bhajan Sandhya
18.00 Serial: Ancient
Detective
18.30 Mag: DDI Mag
19.30 Serial: Radha Krishna
20.04 Les Grandes Lignes
20.30 Local: Evasion
21.20 Film: Last Kind Words
With Brad Dourif,
Spencer Daniels,
Alexia Fast



06.00 Mag: Motorweek
06.24 Mag: Vous Et Nous
06.57 Mag: Arts.21
07.55 Fine Arts Sculptures
11.00 Doc: Cool & Clever
11.56 Local: Vous Et Nous
12.59 Mag: The Inside Story
13.25 Fine Arts Sculptures
14.40 Mag: Focus On
Europe
16.58 Mag: Motorweek

18.00 Mag: Eco India
18.30 Mag: Shift
19.30 Mag: Tomorrow
Today
20.01 Doc: Tresors
Oublies...
20.30 Local: News (English)
21.10 Doc: Fine Arts
Sculptures
22.18 Doc: Himalayan
Expedition
23.44 Doc: Our Future
Cities
00.10 Mag: Eco India
00.36 Mag: Shift
00.48 Mag: Carnet De Sante



01.34 Film: Riot
02.58 Serial: The Good
Doctor
03.39 Film: Squadron 303
05.18 Tele: Tour De Babel
06.08 Serial: Seal Team
06.50 Film: Frank & Lola
09.00 Serial: S.W.A.T
09.45 Tele: La Beaute Du
Diable
10.38 Tele: Fierce Angel

11.05 Serial: Zoo
12.00 Film: Squadron 303
13.30 Tele: Tour De Babel
14.45 Film: Frank & Lola
16.40 Serial: S.W.A.T
17.21 Serial: Seal Team
18.05 Tele: La Beaute Du
Diable
19.00 Tele: Fierce Angel
19.41 Serial: The Wish
20.05 Tele: L'envers Du
Paradis
20.30 Serial: Seal Team
21.15 Serial: Kojak



07.00 Film: Ek Hasina Thi
11.33 / 20.26 -
Radha Krishna
12.00 / 21.01 - Anupamaa
12.34 / 21.31 - Mere Sai
13.14 / 21.56 - Agniphera
13.32 / 22.20 -
Yeh Teri Galiyan
14.00 / 22.52 - Patiala Babes
14.25 - Mag 100 Year Of

Indian Cinema
15.00 / 21.46 -
Bade Acche Lagte Hai 2
15.23 Film: Kya Dil Ne Kaha
Starring Tusshar
Kapoor, Esha
Deol, Raj Babbar, Nina
Kulkarni, R. Khanna...
18.00 Samachar
18.30 Kundali Bhagya
18.59 Udaariyaan
19.31 Kuch Rang Pyar Ke...
20.01 Sasural Simar Ka 2
20.33 Radha Krishna

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah

Administration: 2ème étage, Cubic Court,
30A, rue Mère Barthélémy, Port-Louis
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

E-mail: lapresselibreesocialiste@yahoo.fr

Website: Lesocialiste.info

Facebook: Lesocialiste.info

La dernière princesse hawaïenne s'éteint

La princesse hawaïenne Abigail Kawananakoa, identifiée comme la dernière de la lignée royale de l'archipel du Pacifique, est décédée à 96 ans, a annoncé le palais lundi.

Abigail Kawananakoa n'avait pas de titre officiel, mais ses ancêtres ont régné sur Hawaï jusqu'à être renversés par les colons à la fin du XIXe siècle.

L'héritière, désignée par certains sur l'île comme la «dernière ali'i» — le mot hawaïen pour «membre de la famille royale» — est décédée dimanche, selon un communiqué publié par le palais Iolani, la demeure historique des souverains.

«Hawaï pleure la disparition de Son Altesse Royale la princesse Abigail Kinoiki Kekaulike Kawananakoa, qui est décédée paisiblement hier soir à son domicile de Nu'uuanu, avec son épouse Veronica Gail Kawananakoa à ses côtés», y lit-on.

«On se souviendra d'Abigail pour son amour d'Hawaï et de son peuple. (...) Elle me manquera de tout mon



coeur», a partagé son épouse, citée par le communiqué.

Si aucune cause de décès n'a été avancée, le site Hawaii News Now a précisé que la princesse de 96 ans luttait contre une santé fragile.

Le gouverneur d'Hawaï, Josh Green, a ordonné que les drapeaux soient mis en berne jusqu'à dimanche soir.

«Jamie (son épouse, NDLR) et moi-même sommes profondément attristés par la perte de la princesse Abigail Kinoiki Kekaulike Kawananakoa», a-t-il déclaré.

«Abigail a porté le poids de sa position avec dignité et humilité, a enrichi la vie de tous ceux qu'elle a touché, et comme tant d'ali'i qui l'ont précédée, elle laisse à tout jamais un héritage dévoué à son peuple.»

Abigail Kawananakoa, arrière-petite-fille d'un homme d'affaires irlandais enrichi par des plantations de sucre hawaïennes, a été adoptée par la famille royale à l'âge de 5 ans, plus de trois décennies après la chute de la royauté.

L'archipel d'Hawaï a été unifié en un seul royaume au début du XIXe siècle sous la dynastie Kamehameha.

Il a commercé indépendamment avec d'autres nations jusqu'à son annexion et son occupation en 1898 par les États-Unis.

Hawaï est devenue le 50e État américain en 1959.

Grèves de Noël en France: «il y aura des trains et des avions», promet le gouvernement

Le gouvernement français s'est voulu rassurant mardi à l'approche des grèves annoncées avant les fêtes de Noël, affirmant ne pas s'attendre à «de fortes perturbations dans l'aérien» notamment.

Le ministre des Transports Clément Beaune se dit «assez confiant» au sujet des grèves prévues autour des vacances de Noël dans le transport aérien et ferroviaire. «On n'anticipe pas de fortes perturbations dans l'aérien pour les départs en vacances», a-t-il déclaré sur la chaîne publique France 2. «Il y aura des trains, il y aura des avions», a-t-il martelé.

«Après deux ans de Covid, je crois que les Français ont le droit à du repos, à retrouver leurs familles, à prendre un peu de vacances à Noël», a expliqué le ministre qui «appelle à la responsabilité» et demande de ne pas «ajouter de la galère» aux «angoisses» et «difficultés» liées «à la situation économique internationale».



La menace de conflits sociaux pendant les fêtes de fin d'année pèse sur plusieurs compagnies aériennes en France ainsi que sur la SNCF.

Du côté des chemins de fer, le conflit avec les aiguilleurs reste tendu et le syndicat SUD-Rail appelle à la grève de jeudi 15 décembre 20 h au lundi 19 décembre 8 h, soit la totalité du premier week-end des vacances scolaires.

Chez Air France, les syndicats UNAC et SNGAF du personnel navi-

gant d'Air France ont déposé un préavis de grève pour la période du 22 décembre au 2 janvier.

Les pilotes de la compagnie guadeloupéenne Corsair sont appelés à une grève du 16 au 22 décembre et Air Antilles est menacé par un mouvement social des hôtesses et stewards du 17 au 22 décembre. Le spectre d'une grève pendant la période des fêtes plane également sur la filiale française d'EasyJet.

«Pour ceux qui ont des billets», il y a de très fortes chances que les vols soient assurés pendant les vacances de Noël même s'il peut toujours y avoir des problèmes de dernière minute», a estimé M. Beaune.

Sur le réseau ferré, «il peut y avoir quelques perturbations», sur «certains axes TGV», et «on travaille d'arrache-pied» pour les «minimiser», a-t-il détaillé.

Les gens nés après 2008 ne pourront plus fumer la cigarette en Nouvelle-Zélande

La Nouvelle-Zélande va progressivement mettre en œuvre une interdiction quasi-totale du tabac à partir de 2023 en empêchant quiconque né après 2008 d'acheter des cigarettes, et ce indéfiniment, ainsi qu'en réduisant la quantité de nicotine dans les produits disponibles à la vente.

Selon le texte adopté mardi par le Parlement et destiné à réduire le nombre de personnes consommant des produits à base de tabac, l'âge légal pour pouvoir fumer sera relevé chaque année.

Ces dispositions sont une étape «vers un futur sans tabac», selon la ministre Ayesha Verrall, qui a été la force motrice de la législation.

«Des milliers de personnes vont vivre plus longtemps et en meilleure santé, et le système de santé bénéficiera de 5 milliards de dollars néo-zélandais (3 milliards d'euros) en n'ayant pas à traiter les maladies provoquées par le tabagisme, comme de nombreux types de cancers, des crises

cardiaques, des accidents vasculaires cérébraux et des amputations», a-t-elle déclaré.

Le taux d'adultes fumeurs est déjà relativement faible en Nouvelle-Zélande, où il atteint 8%.

Le texte adopté mardi et nommé «Environnements sans tabac» est destiné à réduire ce taux à moins de 5% d'ici 2025.

Le nombre de vendeurs autorisés à vendre les produits du tabac va être réduit à 600, une diminution considérable par rapport aux 6.000 que compte aujourd'hui le pays.

La quantité de nicotine sera également «réduite à des niveaux n'entraînant pas de dépendance», a ajouté Mme Verrall.

Selon les détracteurs du texte, ce texte pourrait alimenter un marché illégal et non réglementé de produits du tabac.

Aucune interdiction ne vise cependant les dispositifs de vapotage dans le nouveau texte.

Obeegadoo remet des chèques aux bénéficiaires du programme de subventions pour dalles de toit

Les bénéficiaires du programme de subventions de dalles de toit ont reçu leurs chèques, lors d'une cérémonie tenue à la salle de réception Mumtaz Mahal à Curepipe, en présence du Premier ministre par intérim (PM), ministre du Logement et de l'Aménagement du territoire, ministre du Tourisme, M. Louis Steven Obeegadoo, le ministre de l'Environnement, de la Gestion des déchets solides et du changement climatique, M. Kavydass Ramano, et d'autres personnalités.

Une soixantaine de familles de Beau Bassin, Rose Hill, Quatre Bornes, Vacoas, Phoenix et Curepipe ont reçu des chèques à cette occasion, alors qu'un montant de plus de Rs 21 millions a été déboursé dans le cadre du régime pour un total de 293 bénéficiaires pour le mois de décembre 2022.

Dans son allocution, le Premier ministre par intérim Obeegadoo a souligné que plus de 1 500 familles ont reçu des chèques dans le cadre du programme de subvention de dalles de toit s'élevant à quelque 113 millions de roupies pour l'année 2022. De plus, il a souligné que, depuis novembre 2019, près de 4 000 familles ont reçu un montant d'environ Rs 292 millions dans le cadre du programme, qui vise à aider les personnes



dans le besoin.

Concernant quelque 74 familles à Mare Chicose qui doivent être relogées, M. Obeegadoo a fait remarquer que le nécessaire a déjà été fait pour plus de 60 d'entre elles. Il a assuré que le gouvernement faisait de son mieux pour offrir un meilleur lieu de vie aux familles restantes.

Parlant des 12 000 logements à construire par New Social Living Development Ltd, il a fait remarquer que le problème le plus important reste le coût de construction d'un logement. Une fois terminé, a-t-il déclaré, le logement doit être abordable afin qu'un bénéficiaire dans le besoin puisse se permettre d'en acheter un, malgré la sub-

vention offerte par le gouvernement. Il a également rassuré que malgré certains retards accumulés pour le projet, dus entre autres, à la pandémie de COVID-19 et aux procédures d'acquisition des terres, les travaux seront opérationnels au début de l'année prochaine.

Par ailleurs, le Premier ministre par intérim Obeegadoo a rappelé que la National Housing Development Co Ltd a déjà alloué quelque 2 200 logements aux bénéficiaires depuis novembre 2019.

Quant au ministre Ramano, il a souligné que le Roof Slab Grant Scheme est une mesure gouvernementale visant à assurer le bien-être et une bonne qualité de vie de la population. Il a également exprimé sa satisfaction car, de nos jours, le changement climatique est pris en compte lors de la construction d'une maison.

Le ministre Ramano a en outre rappelé qu'avec le temps, le programme de subvention des dalles de toit a été amélioré afin de permettre à davantage de membres du public dans le besoin d'en bénéficier. Les bénéficiaires du programme peuvent aujourd'hui bénéficier de Rs 50 000 à Rs 100 000 dans le cadre du Roof Slab Grant Scheme en fonction de leur salaire, a-t-il ajouté.

Début de la visite officielle du Premier ministre à Washington D.C.

Le Premier ministre a débuté ce lundi 12 décembre sa mission officielle dans le cadre du Sommet des dirigeants États Unis – Afrique, qui se tient dans la capitale américaine, Washington D.C.

Le chef du gouvernement s'est rendu au complexe de la Maison Blanche pour une réunion de travail avec Jon Finer, conseiller adjoint à la sécurité nationale des États-Unis.



La partie mauricienne et américaine ont passé en revue les relations existantes entre les deux pays et les discussions ont aussi porté sur d'autres avenues d'éventuelle coopération.

Ce lundi 12 décembre, M. Pravind Jugnauth a également participé à un dîner offert par l'Atlantic Council, un groupe de réflexion qui regroupe plusieurs personnalités et professionnels du monde des affaires et de la politique.

Cet évènement a permis aux chefs d'État et de gouvernement africain de dialoguer et de se réaliser avec les membres du congrès américain, les hauts-cadres des départements d'État de même qu'avec des capitaines de l'industrie et du secteur privé, l'idée étant d'engendrer davantage de coopération entre l'Afrique et les États-Unis sur plusieurs sujets d'enjeux mondiaux.

Les invités ont ainsi eu l'occasion d'échanger sur des valeurs mutuelles telles que la démocratie, le respect des droits humains, la paix et la sécurité. Il a aussi été question de la santé mondiale et des enjeux liés au changement climatique.

Lors de cet évènement, le Premier ministre a rencontré plusieurs personnalités dont, Frederick Kempe, le Président de l'Atlantic Council, Rama Yade, directrice de la branche Africaine de l'Atlantic Council ou encore Dilawar Syed, représentant spécial au Bureau Économique et des Affaires Commerciales des États-Unis.

Energies renouvelables : Atelier de formation sur le financement et la facilitation de projets dans la région AIS

Un atelier de formation axé sur le financement et la facilitation de projets d'énergies renouvelables dans la région Atlantique, Océan Indien et Mers de Chine méridionale (AIS), s'est tenu, à l'Hôtel Intercontinental de Balaclava. Le ministre de l'Energie et des Services Publics, M. Georges Pierre Lesjongard, a prononcé son allocution lors de la cérémonie d'ouverture.

L'atelier, organisé par l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), contribuera à renforcer les capacités des acteurs locaux de la région AIS ainsi que des petits États insulaires en développement (PEID) à structurer des accords de financement de projets d'énergie renouvelable tout en augmentant le nombre de projets..

Dans son discours d'ouverture, le ministre Lesjongard a remercié l'IRENA pour l'assistance apportée à la concrétisation de l'atelier tout en soulignant qu'elle joue un rôle de premier plan dans la transformation énergétique en tant que centre d'excellence pour la connaissance et l'innovation. Avec ses 168 membres, dont Maurice et l'Union européenne, a-t-il déclaré, l'IRENA est une voix mondiale pour les énergies renouvelables, une plaque tournante du réseau et une source de conseils et de soutien pour les pays.

S'exprimant sur la grande vulnérabilité des PEID et des pays similaires aux effets du changement climatique et à ses impacts négatifs sur le développement socio-économique, le ministre a noté que ce sont eux qui sont les plus touchés. À ce sujet, le ministre de l'Énergie a expliqué que Maurice mettait en œuvre une série de mesures et de projets pour respecter ses engagements de contribution déterminée au niveau national pris lors de la COP 26.

Il a réitéré l'objectif du gouvernement d'accélérer la transition énergétique verte en réduisant les émissions de gaz à effet de serre du pays de 40% d'ici 2030. porter la part des énergies renouvelables dans son mix électrique à 60% d'ici 2030 », a-t-il déclaré.

Le gouvernement, a ajouté le ministre, a collaboré étroitement avec l'IRENA pour atteindre ces objectifs à travers trois projets, à savoir la mise en œuvre d'une feuille de route pour le développement des ressources marines dans le pays préparée par l'IRENA en 2015 ; la mise en œuvre du projet solaire domestique sur 10 000 maisons en 2017 impliquant des systèmes photovoltaïques en toiture de 1kw, sur des maisons au tarif social où les clients bénéficient mensuellement de 50kwh d'électricité gratuite sur une



INTERCONTINENTAL.

période de 20 ans; et la mise en place d'un simulateur de solarcity pour aider les foyers, les entreprises et les collectivités locales à évaluer les perspectives de production d'électricité par le solaire photovoltaïque en toiture.

Le ministre Lesjongard a également indiqué que l'IRENA a développé le simulateur de solarité pour la région de Port Louis et qu'une formation a été dispensée en février 2022 à diverses parties prenantes, notamment le personnel du ministère, MARENA, Central Electricity Board, l'Université de Maurice et des participants du secteur privé.

Face à la crise énergétique internationale telle que la guerre russe-ukrainienne, il a mentionné que l'alternative disponible est l'énergie renouvelable. Cependant, a-t-il déclaré, il existe plusieurs obstacles et défis à la mise en œuvre de projets d'énergies renouvelables, tels que le manque de cadres techniques, financiers, juridiques et institutionnels. À cette fin, le ministre a fait remarquer que Maurice, en tant que PEID, compte sur l'aide de la communauté internationale et des organismes donateurs pour aider à atteindre ces objectifs.

Pérou : le président destitué reste en prison, les manifestations se poursuivent

Lors d'une audience au cours de laquelle Pedro Castillo a affirmé qu'il "ne renoncerait jamais", la justice péruvienne a rejeté la demande de remise en liberté de l'ancien président. Au moins sept personnes sont mortes dans les manifestations émaillées de violences qui secouent le pays depuis le week-end dernier.

La justice péruvienne a rejeté mardi 13 décembre la demande de remise en liberté du président destitué Pedro Castillo, qui a lancé à l'audience qu'il ne renoncera "jamais" et appelé les forces de sécurité à "déposer les armes" face aux manifestations grandissantes qui ont fait sept morts depuis dimanche.

La Cour "déclare infondé le recours en appel introduit par la défense" du président destitué, arrêté le 7 décembre, a indiqué le juge César San Martin en lisant sa décision lors d'une audience télévisée.

Elle estime notamment que l'échec de la tentative du coup de force de Castillo n'excuse pas son crime, soulignant qu'en voulant "instaurer un gouvernement d'exception, il voulait altérer l'ordre constitutionnel".

Cette décision ouvre la porte à l'extension de sa détention. La Cour suprême avait ordonné son placement en détention provisoire pour sept jours le 7 décembre, jour de son arrestation, délai qui expire mercredi à 13 h. Le Parquet devrait demander une prolongation dans les prochaines heures.

Pendant l'audience, l'ancien président s'est montré combatif, saisissant l'occasion pour lancer: "Je ne renoncerai jamais et n'a-



bandonnerai pas cette cause qui m'a amené ici. J'exhorté les forces armées et la police nationale à déposer les armes et à cesser de tuer ce peuple qui a soif de justice". "Je suis détenu de manière injuste et arbitraire, je ne suis ni un voleur, ni un violeur, ni un corrompu ou un voyou", s'est-il aussi défendu.

Des routes bloquées dans la moitié du pays

Les manifestations demandant la libération de M. Castillo, la démission de la nouvelle présidente Dina Boluarte - ex-vice-présidente de M. Castillo et issue du même parti radical de gauche que lui - et la dissolution du Parlement, se poursuivaient mardi avec de nombreuses routes bloquées dans

13 des 24 régions, selon la police.

"Les manifestations se sont intensifiées depuis le 7 décembre. Au début, il s'agissait d'une petite mobilisation (...) mais les jours suivants, elle est devenue plus importante (...) et plus violente", a estimé la médiatrice de la République Eliana Revollar à l'AFP, soulignant que la journée de mardi "confirmait cette hausse".

"C'est une convulsion sociale très sérieuse, nous craignons que cela ne débouche sur un soulèvement parce qu'il y a des gens qui appellent à l'insurrection, qui demandent à prendre les armes", s'est-elle inquiétée. Elle a confirmé le bilan de 7 morts, ajoutant que plus de 200 personnes avaient été blessées.

La présidente Boluarte a elle appelé une nouvelle fois au "calme et à la paix", en annonçant que les autorités allaient "évaluer" en soirée la pertinence de déclarer l'état d'urgence sur tout le territoire. Lundi, le nouveau gouvernement avait déclaré l'état d'urgence pour 60 jours dans sept provinces de la région d'Abancay (Sud) et révoqué tous les préfets nommés par le gouvernement de M. Castillo.

Le Machu Picchu inaccessible

La partie sud du pays, avec la région touristique de Cuzco et la deuxième ville plus grande ville Arequipa, et celle au nord sont les zones les plus touchées par les manifestations. Le train reliant Cuzco et la citadelle inca du Machu Picchu, le joyau touristique du Pérou, a été suspendu mardi et mercredi en raison de la situation, a annoncé l'opérateur.

"Nous demandons la dissolution du Congrès et la démission immédiate Madame Dina Boluarte", a affirmé à l'AFP Hugo Maquera, un responsable local qui participait au blocage du pont international de Puno à la frontière avec la Bolivie, soulignant que le Pérou ne se résumait pas à Lima.

Le centre du pays avec Lima est préservé même si il y a des manifestations quotidiennes dans la capitale. Lundi soir, la police a utilisé du gaz lacrymogène pour disperser des centaines de manifestants qui tentaient de se rendre au Parlement.

Sous pression, Mme Boluarte avait annoncé dimanche soir vouloir avancer les élections générales de 2026 à 2024, sans parvenir à apaiser les tensions.

Covid-19 : la Chine reconnaît une augmentation rapide des cas, notamment à Pékin, sans pouvoir les dénombrer

L'ampleur de la vague de contaminations est désormais « impossible » à déterminer, a concédé mercredi le ministère de la santé, les tests n'étant plus obligatoires.

L'épidémie de Covid-19 se propage à une vitesse fulgurante en Chine depuis l'assouplissement soudain des restrictions sanitaires. Pékin et ses 22 millions d'habitants sont particulièrement touchés par cette vague de contaminations, totalement inédite dans la ville depuis les débuts de la pandémie.

Son ampleur est désormais « impossible » à déterminer, a concédé, mercredi 14 décembre, le ministère de la santé, les tests n'étant plus obligatoires. La vice-première ministre chargée de la santé, Sun Chunlan, a déclaré que les infections « augmentaient rapidement » dans la capitale. De nombreux Pékinois affirment sur les réseaux sociaux être malades et certaines entreprises ont fait état de 90 % de leur personnel contaminé. Ces contaminations massives à Pékin sont un choc pour la plupart des Chinois, car seule une infime minorité des 1,4 milliard d'habitants du pays ont été officiellement malades du Covid-19 depuis le début de la pandémie.

La semaine dernière, la Chine a assoupli de façon drastique ses restrictions sanitaires contre l'épidémie, lesquelles entendaient limiter au maximum les contaminations et les morts. Les autorités

avaient notamment décrété la fin du placement automatique en centre de quarantaine pour les personnes testées positives et l'arrêt des campagnes de dépistage massives via des tests PCR - qui étaient quasi obligatoires. Conséquence : le nombre de personnes qui prennent désormais elles-mêmes l'initiative d'aller effectuer un test PCR a fortement diminué. Logiquement, le nombre de nouveaux cas détectés plonge, donnant la fausse impression d'une amélioration de la situation.

Pékin déserte

Le ministère de la santé a ainsi confirmé que les statistiques officielles ne reflétaient plus la réalité. « La plupart des gens porteurs du virus mais asymptomatiques ne font plus de tests PCR, il est donc impossible d'avoir une idée précise du véritable nombre de personnes infectées », a-t-il fait savoir. La plupart des gens font désormais des autotests chez eux, une méthode qui passe sous les radars des autorités sanitaires.

Si les restaurants, les cinémas, les centres commerciaux, les banques ou encore les parcs ont rouvert petit à petit ces derniers jours à Pékin, les rues restent paradoxalement très peu fréquentées malgré la fin des restrictions. Beaucoup d'habitants malades préfèrent rester chez eux se soigner, d'autres ont peur d'être contaminés en sortant par -5 °C et certains commerces ont dû refermer car trop d'employés étaient malades.

Devant l'hôpital Puren de Pékin, une cinquantaine de personnes, pour la plupart



des patients fiévreux, faisaient la queue mercredi matin pour obtenir une consultation et se faire prescrire des médicaments.

Reprise des voyages touristiques

Certains habitants ont constitué ces derniers jours des réserves excessives d'autotests et de médicaments antirhume ou antifeuille qui ont vidé les stocks des pharmacies. Une situation qui a créé un début de marché noir en ligne. L'autorité de régulation du marché a infligé une amende de 300 000 yuans (41 000 euros) à une entreprise de Pékin qui vendait des autotests à des tarifs jugés prohibitifs, a rapporté mardi le journal Beijing News.

Le moteur de recherche Baidu a déclaré que les recherches avec le mot « ibuprofène », un médicament contre la fièvre et l'état grippal qui est désormais sur toutes les lèvres en Chine, avaient aug-

menté de 430 % en une semaine.

A rebours total de sa stratégie zéro Covid, qu'il a longtemps défendue coûte que coûte, le gouvernement semble aujourd'hui déterminé à poursuivre la réouverture du pays. Les autorités touristiques de Pékin ont ainsi annoncé mardi la reprise des voyages touristiques de groupes en provenance et à destination de la capitale.

Mais cette vague épidémique, qui au-delà de la capitale est appelée à s'étendre à d'autres endroits du pays, pourrait être durement ressentie par le système hospitalier, notamment dans les zones moins favorisées du pays. L'autre inquiétude concerne les personnes âgées, dont des millions, par choix personnel ou par impossibilité de se rendre dans un centre de vaccination, ne sont pas encore totalement immunisées contre le Covid-19.

Grande-Bretagne : Les infirmières rejoignent les mobilisations pour les salaires



Jusqu'à 100 000 infirmières pourraient participer à un mouvement syndical dans les hôpitaux d'Angleterre, du Pays de Galles et d'Irlande du Nord les 15 et 20 décembre, marquant ainsi la première grève nationale de l'histoire du Royal College of Nurses (syndicat des infirmières), fondé en 1916.

Les infirmières prévoient de faire grève pendant deux jours. Une nouvelle étape remarquable de la bataille salariale qui se propage à travers la Grande-Bretagne. Les dirigeants syndicaux du RCN en Angleterre, au Pays de Galles et en Irlande du Nord ont annoncé la semaine dernière qu'ils organiseraient leurs premiers débrayages le jeudi 15 et le mardi 20 décembre. Cela signifiera des piquets de grève devant les hôpitaux dans une grande partie de la Grande-Bretagne pour la première fois depuis des années.

« Je n'aurais jamais pensé nous voir faire grève »

Avec des centaines de milliers de travailleurEs déjà en conflit, la nouvelle de la grève des infirmières devrait faire monter la température politique. La grève du 15 décembre coïncide avec une grève prévue de Royal Mail. D'autres syndicats devraient prévoir des actions les jours de grève du NHS (service national des hôpitaux).

Lucy, une infirmière dans l'ouest de l'Angleterre avec 14 ans d'expérience, affirme que la grève à venir reflète un « changement radical » parmi les infirmières. « Lorsque j'ai commencé mon travail, je n'aurais jamais pensé nous voir faire grève », explique-t-elle.

« Mais maintenant, nous en avons vraiment assez. Nous avons subi la première vague d'austérité, le gel des salaires pendant trois ans, suivi par des augmentations inférieures à l'inflation. Puis nous avons vu tous les scandales des Conservateurs, les bonus des banquiers, etc. Les gens ne sont tout simplement plus prêts à accepter des bas salaires ».

Avec un gouvernement qui s'entête, Lucy pense que le syndicat va devoir lancer une « action sérieuse » pour forcer les ministres à céder. Elle a tout à fait raison. Le RCN indique qu'il annoncera quels employeurs du NHS seront touchés lorsqu'il soumettra des notifications officielles dans le courant de la semaine. Le syndicat a battu les seuils de participation exigés par les lois antisyndicales sur 176 lieux de travail.

Une solidarité à construire

Le gouvernement a imposé une minable « augmentation de salaire » de 4 % à la quasi-totalité du personnel du NHS cet automne, puis a mis fin aux négociations. Le RCN se bat pour une augmentation salariale supérieure de 5 % au taux d'inflation. Cela signifie que seule une offre proche de 20 % peut régler le conflit.

C'est, selon le RCN, le seul moyen de combler les dizaines de milliers de postes vacants dans le NHS. Tant qu'il n'y aura pas de personnel sûr dans chaque service, la sécurité des patientEs sera en danger. Tous les militantEs et syndicalistes doivent maintenant se préparer à entourer les infirmières en grève d'une vague de solidarité active, avec des débrayages, des rassemblements à l'heure du déjeuner et des délégations de masse aux piquets de grève.

Ottawa versera à l'Ukraine 115 millions en droits de douane perçus sur les importations russes

La vice-première ministre et ministre des Finances, Chrystia Freeland, a annoncé mardi lors de la conférence Solidaires du peuple ukrainien qui se tient à Paris que le Canada transférera 115 millions de dollars en recettes douanières perçues sur les importations en provenance de la Russie et du Bélarus pour réparer le réseau électrique de Kiev, la capitale ukrainienne.

Ce réseau a été endommagé par des attaques répétées contre l'infrastructure énergétique de l'Ukraine imputées à la Russie.

Le 2 mars dernier, le Canada a appliqué un taux tarifaire de 35 % sur presque toutes les marchandises entrant au Canada en provenance de la Russie et du Bélarus.

La conférence de mardi, coprésidée par la France et l'Ukraine, réunit des partenaires, y compris des donateurs et des institutions multi-



latérales, afin de répondre aux défis les plus pressants auxquels l'Ukraine devra faire face pendant la saison hivernale, notamment ceux liés à l'énergie, à l'approvisionnement en eau et en nourriture, à la santé et aux transports.

Le président de la France, Emmanuel Macron, la présidente de la Commission européenne Ursula Von der Leyen et la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères Catherine Colonna sont aussi présents à la conférence.

Depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine, le Canada a déboursé 2 milliards de dollars en aide financière directe à l'Ukraine et il s'est engagé à verser plus de 2,5 milliards en aide militaire, humanitaire et autre, ce qui porte l'engagement canadien total à plus de 5 milliards jusqu'à maintenant cette année.

Le transfert de 115 millions en recettes douanières annoncé mardi s'ajoute à cette somme.

Le Canada fournit aussi un soutien supplémentaire à l'Ukraine par l'intermédiaire de ses participations dans des institutions financières internationales, dont le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement.

Depuis le début de l'invasion de la Russie, en février dernier, ces trois institutions se sont engagées ensemble à fournir plus de 28,5 milliards \$ pour soutenir le peuple ukrainien.

L'Ukraine a besoin d'au moins 800 millions d'euros d'aide d'urgence dans le secteur énergétique



Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a estimé mardi que son pays aux infrastructures énergétiques ravagées par les frappes russes avait besoin d'au moins 800 millions d'euros d'aide d'urgence pour faire face aux besoins de la population pendant l'hiver.

« Nous avons besoin de plusieurs catégories d'équipements, des transformateurs, des équipements pour la restauration des réseaux à haute tension, des turbines à gaz », a énuméré M. Zelensky qui s'exprimait en visioconférence à l'ouverture d'une conférence internationale de solidarité avec l'Ukraine organisée à Paris.

« Notre système énergétique a besoin, au moins jusqu'à la fin de la saison de chauffage, d'une aide d'urgence de la part du système énergétique européen, c'est à dire l'importation d'électricité des pays de l'UE en Ukraine », a poursuivi M. Zelensky.

« Cela coûtera à peu près 800 millions d'euros, j'espère que ces décisions seront prises dans le cadre de cette conférence », a lancé le président ukrainien.

La France organise mardi une conférence internationale de soutien à l'Ukraine pour, selon les termes du président Emmanuel Macron, « aider les Ukrainiens à passer l'hiver », alors que les forces de Moscou se sont lancées depuis octobre dans une campagne de destruction systématique des infrastructures civiles et énergétiques du pays.

« Nous faisons tout pour contrer la terreur énergétique », a assuré M. Zelensky, en estimant à au moins 1,5 milliard d'euros « la restauration rapide et superficielle des infrastructures détruites par les frappes russes ».

« Après chaque frappe nous essayons de restaurer, chaque jour nos ingénieurs en énergie doivent déconnecter des millions d'Ukrainiens du réseau électrique », a-t-il déploré.

« Les générateurs sont devenus aussi nécessaires que les véhicules blindés et les gilets pare-balles », a lancé le président ukrainien, dont le pays va entrer fin

décembre dans le 11e mois de guerre.

« La situation du système énergétique ukrainien reste difficile, le déficit électrique reste significatif. La dégradation météorologique (vent fort, gel, neige lourde, givre sur les câbles) affecte négativement les conditions de distribution et complique le travail des équipes de réparation », selon l'entreprise ukrainienne Ukrenergo.

NOTICE FOR BUILDING AND LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that I Marie Brigitte Maryline Gricourt will apply to the District Council of Grand Port for a Building and Land use permit proposed conversion of existing ground for... loor concrete building into tourist residences at 12, Morcellement Lorette, Mahebourg.

any person feeling aggrieved by the proposal may lodge a objection in writing to the above named council within 15 days as from the date of this publication.

NOTICE FOR BUILDING AND LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that I Mr Jivitesh Mogun will apply to the District Council of Grand Port for a Building and Land use permit for a proposed conversion of part of existing ground floor concrete building into general retailer shop (foodstuff and non foodstuff) without alcohol at Royal Road Mare Tabac.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge a objection in writing to the above named council within 15 days as from the date of this publication.

NOTICE FOR BUILDING AND LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that I Mrs Ramsawock Pratima will apply to the District Council of Grand Port for a Building and Land use permit for a proposed conversion of part of existing ground floor concrete building into beauty parlour at Royal Road, Plaine Magnien.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge a objection in writing to the above named council within 15 days as from the date of this publication.

3 ans avec sursis requis contre Nicolas Sarkozy

Le parquet général a requis mardi trois ans d'emprisonnement avec sursis à l'encontre de l'ancien président Nicolas Sarkozy, rejugé en appel à Paris pour corruption et trafic d'influence dans l'affaire dite des «écoutes».

Un réquisitoire qui confirme sa culpabilité, mais demande une peine moins sévère que le jugement de première instance, où l'ancien chef de l'État avait été condamné à trois ans de prison, dont un an ferme.

La même peine a été demandée pour ses deux coprévenus, l'ancien haut magistrat Gilbert Azibert et l'avocat historique de l'ex-président Thierry Herzog.

La défense doit plaider à partir de mercredi matin. Le procès doit s'achever jeudi soir.

Depuis le début du procès le 5 décembre, l'ex-président de 67 ans se démène à la barre pour clamer son innocence «avec la plus grande force», laver son «honneur» et contester avoir jamais corrompu «qui que ce soit».

En première instance, à l'issue d'un procès électrique où il avait dénoncé des «infamies», M. Sarkozy s'était vu infliger le 1er mars 2021 trois ans d'emprisonnement, dont un ferme, devenant ainsi le deuxième président de la Ve République condamné par la justice, après Jacques Chirac en 2011, mais le premier à écoper d'une période de prison ferme.

La même peine avait été prononcée contre ses deux coprévenus dans ce sinueux dossier, qui fait se télescopier deux retentissantes affaires judiciaires et trouve son origine dans les interceptions téléphoniques de conversations entre M. Sarkozy et Me Herzog début 2014.

À l'époque, les deux téléphones de l'ex-homme fort de la droite française ont été «branchés» par les juges chargés de l'enquête sur des soupçons de financement libyen de sa campagne de 2007, qui lui valent aujourd'hui une autre



mise en examen.

3e ligne

Les enquêteurs découvrent alors l'existence d'une troisième ligne mise en service le 11 janvier 2014 sous l'alias «Paul Bismuth» - du nom d'une connaissance de lycée de Me Herzog - et dédiée aux échanges entre l'ex-président et son avocat et ami proche.

À fil de conversations qu'ils pensent à l'abri des oreilles indiscrettes se dessine, selon l'accusation, un pacte de corruption noué avec Gilbert Azibert, avocat général à la Cour de cassation, qui aurait usé de son influence contre la

promesse d'une intervention pour sa carrière.

À l'époque, la haute juridiction était saisie d'un pourvoi de Nicolas Sarkozy, qui voulait faire annuler la saisie de ses agendas présidentiels dans le cadre de l'enquête pour abus de faiblesse sur l'héritière de L'Oréal Liliane Bettencourt.

M. Azibert est soupçonné d'avoir eu connaissance, en amont, d'informations confidentielles et d'avoir tenté d'influencer des conseillers participant aux délibérations.

«Il a bossé, hein ?», se félicite Me Herzog sur la ligne «Bismuth» où il fait part à Nicolas Sarkozy du souhait du magistrat d'obtenir «peut-être un coup de pouce» pour un poste à Monaco.

D'après les interceptions, Nicolas Sarkozy promet alors à son avocat d'activer ses réseaux sur Le Rocher pour «faire monter» M. Azibert. «Je m'en occuperai parce que moi je vais à Monaco et je verrai le Prince», assure-t-il.

Finalement, M. Azibert ne décrochera pas le poste convoité et la Cour de cassation rejette le pourvoi de Nicolas Sarkozy dans l'affaire des agendas. Le point de savoir s'il est intervenu auprès des autorités monégasques reste discuté.

Selon la défense, c'est la preuve que le pacte corruptif n'est qu'un «fantasme».

Mais l'avocate générale Muriel Fusina a déclaré d'emblée mardi en début d'après-midi que le ministère public restait convaincu de la culpabilité des trois hommes dans cette affaire «hors norme».

L'autre représentant de l'accusation, l'avocat général Michel Micolet, a parlé d'un «mauvais feuilleton», une «affaire d'une gravité sans précédent au cours de la Ve République», qui «ne se contente pas de secouer notre démocratie, mais en sape les fondements».

RDC : Au moins 120 morts à Kinshasa dans des inondations provoquées par des pluies diluviennes

CATASTROPHE NATURELLE Des pluies torrentielles sont tombées sur la capitale de plus 15 millions d'habitants, provoquant des glissements de terrain



Le bilan des conséquences des pluies torrentielles à Kinshasa est particulièrement tragique. Plus de 120 personnes ont péri mardi dans la capitale de la République démocratique du Congo dans des inondations, selon un bilan provisoire communiqué dans la soirée par le gouvernement.

A l'issue d'une réunion de crise, l'exécutif a décrété trois jours de deuil national à partir de ce mercredi, ont précisé les services du Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde. Les inondations ont également causé d'importants dégâts matériels et submergé en début de matinée jusqu'aux grandes rues du centre de la méga-

pole d'environ 15 millions d'habitants.

Une route vitale coupée par un glissement de terrain

Selon les autorités, les victimes se comptent dans différents quartiers et communes de la ville, notamment dans des vallons où des habitations ont été détruites par des glissements de terrain. Parmi les morts figurent neuf membres d'une même famille, dont de jeunes enfants, tués dans l'effondrement de leur maison dans la commune de Ngaliema de Kinshasa.

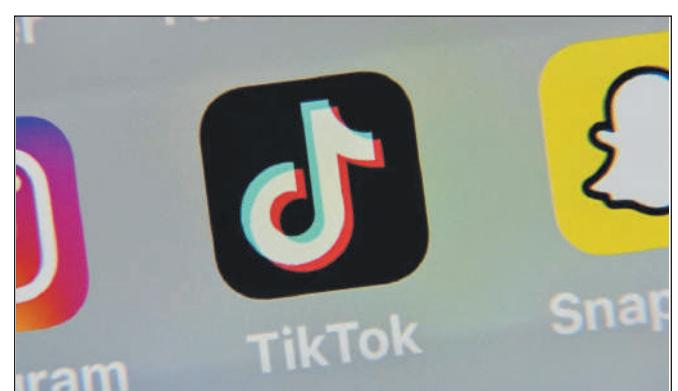
La pluie tombée en abondance durant la nuit a paralysé la capitale congolaise et provoqué notamment un glissement de terrain dans un quartier

péphérique qui a coupé net la route nationale 1 menant vers l'ouest. Celle-ci est essentielle à l'approvisionnement de la ville car elle relie la capitale au port fluvial de Matadi, entre Kinshasa et l'océan Atlantique. Cet affaissement de la chaussée s'est produit dans la commune vallonnée de Mont-Ngafula, où de fréquents éboulements sont provoqués par les pluies et aggravés par une urbanisation anarchique.

«Des travaux de remblaiement ont déjà démarré», a précisé le Premier ministre lors d'une visite de terrain. Selon lui, les petits véhicules pourraient être en mesure d'emprunter la route dans les 24 heures. Pour les camions par contre, il faudra «des travaux de génie civil qui peuvent prendre trois à quatre jours». «Dans l'érosion, des résidences ont été emportées», a-t-il ajouté. Concernant les constructions effectuées dans des zones dangereuses, le gouvernement a d'ailleurs indiqué dans la soirée que «des démolitions seraient faites sur (...) les sites qui posent problème».

En ville, les petites rivières, canaux et égouts ont débordé, inondant les rues y compris dans la Gombe, une des 24 communes de la ville-province, qui est généralement la plus épargnée par les galères quotidiennes des Kinois, entre manque d'électricité, amoncellement d'ordures et inondations récurrentes. Ce quartier abrite notamment les ministères et ambassades.

Des législateurs veulent bannir TikTok aux États-Unis



Un groupe de législateurs souhaite faire interdire TikTok aux États-Unis par le biais d'un nouveau projet de loi, et ce, après des années de vives inquiétudes au sein des administrations Trump et Biden, selon CNBC.

TikTok, propriété de la société chinoise ByteDance, a fait craindre aux États-Unis que des responsables du gouvernement chinois étaient en mesure d'accéder aux données des utilisateurs américains.

TikTok a insisté sur le fait que les données des usagers sont stockées en dehors de la Chine, ce qui devrait les garder hors de portée des responsables gouvernementaux.

Toutefois, les dires de l'entreprise n'ont pas fait grand-chose pour rassurer les législateurs. Selon CNBC, le Comité des investissements étrangers aux États-Unis est présentement pourparlers avec la société sur la manière de résoudre certains des problèmes de données.

Le directeur du FBI, Christopher Wray, a d'ailleurs récemment déclaré devant le Congrès qu'il était «extrêmement préoccupé» par l'influence potentielle du gouvernement chinois via TikTok sur les utilisateurs américains, selon CNBC.

Le nouveau projet de loi interdirait «toutes les transactions de toute entreprise de médias sociaux dans ou sous l'influence de la Chine, de la Russie et de plusieurs autres pays étrangers préoccupants», selon un communiqué de presse.

Mondial-2022

Messi abat des records et la Croatie pour qualifier l'Argentine en finale

L'Argentine l'a facilement emporté face à la Croatie mardi en demi-finale de la Coupe du monde de football (3-0).

Quatre records, un but, une passe décisive, la Croatie et une place en finale dans la poche. Lionel Messi n'a pas perdu sa soirée mardi 13 décembre à Lusail. Comme à son habitude, il a joué un rôle clé dans la victoire 3 à 0 de l'Argentine contre les Croates.

Dans l'écrin du Lusail Stadium où le gagnant reviendra dimanche pour la grande finale, on pensait la confrontation entre la Croatie et l'Argentine lancée sur les chapeaux de roue lorsque l'Albiceleste a accéléré d'entrée. Livakovic voit un centre tir passer au-dessus de sa cage (3e) puis est vigilant sur un long ballon de Tagliafico (4e).

Mais, passée cette double offensive, plus rien. L'Argentine abandonne le contrôle du ballon à la Croatie. Les Croates gagnent du terrain à renforts de passes courtes et avec un Luka Modric particulièrement en jambes. Les "Vatreni" butent cependant sur la dernière ligne et la partie s'enlise.

Contre assassin de l'Argentine

Il faut une frappe lointaine d'Enzo Martinez où Livakov s'avère décisif pour réveiller les spectateurs (25e). Puis, sur un contre éclair, la Croatie est transpercée dans l'axe par Alvarez qui se présente seul face au portier croate. Ce dernier percute de plein fouet l'argentin sans toucher le bal-



lon. Le penalty est la sanction logique. Lionel Messi tire en force et transforme (34e, 1-0).

Le début de la soirée de records pour Messi, puisqu'il devient avec ce penalty le seul meilleur buteur de l'histoire de l'Argentine en Coupe du monde devant Batistuta qui en comptait 10. Il égale aussi Matthäus au sommet des joueurs au plus grand nombre d'apparitions dans la com-

pétition (25). S'il rejoint Kylian Mbappé en tête du classement des buteurs, il devient aussi le seul homme à avoir inscrit 5 buts à plus de 35 ans lors d'une Coupe du monde.

Alvarez assomme la Croatie au bout d'une contre-attaque monumentale plein axe. Le Mancunien bénéficie de trois contres favorables avant de conclure du pied droit (39e, 2-0). Les Vatreni auraient même pu retourner dans les vestiaires avec un but

supplémentaire dans la musette à la mi-temps si Livakovic n'avait pas sorti un arrêt dont il a le secret sur une tête de Mac Allister consécutive à un corner de Messi (43e).

Au retour des vestiaires, la Croatie est impuissante offensivement. Les joueurs de Dalic combinent toujours aussi bien autour de la surface argentine mais ne parviennent pas à créer le danger sur le but de Martinez. C'est même l'inverse qui se produit. Gvardiol et Livakovic sauvent les leurs en s'interposant respectivement face à Alvarez (56e) et Messi (56e).

Le tango de Messi

Et fatidiquement, l'Argentine finit par passer un troisième but. Sur l'aile droite, Messi fait danser le tango à Gvardiol, entre dans la surface, efface à nouveau le défenseur croate et centre en retrait pour Alvarez. Ce dernier n'a plus qu'à pousser dans les filets l'offrande de son capitaine (69e, 3-0).

Avec cette passe décisive, Lionel Messi fait tomber un autre record. Il est désormais le seul joueur de l'histoire à avoir inscrit un but et délivré une "assist" lors de quatre matches différents de Coupe du monde.

Mais Lionel Messi n'a cure des records. Il n'a qu'un seul objectif : soulever le trophée Jules Rimet dimanche 18 décembre. Et malheur à celui qui sera sur son chemin.

À Buenos Aires, les «hinchas» rugissent et le sentent: ce Mondial est le leur

"Ahora nos volvimos a ilusionar" (Maintenant on recommence à y croire): une marée humaine a rugi tard mardi soir au cœur de Buenos Aires après la qualification de l'Albiceleste (3-0), foule de "hinchas" convaincus que les planètes s'alignent et que, pour eux comme pour Messi, ce Mondial, c'est "LE" Mondial.

Dès le coup de sifflet final, une foule impressionnante, des milliers, très vite des dizaines de milliers, ont commencé à converger vers l'Obélisque, monument iconique au centre de Buenos Aires et lieu traditionnel des célébrations, a constaté l'AFP. Dans la foule, des drapeaux, des fumigènes, et sur fond de klaxons, entre les chansons, une clamour récurrente: "Meee-si, Meee-si !".

Et présent, tout en haut, le "dieu" Diego (Maradona, décédé en 2021), qu'une chanson composée pour le Mondial et devenue le tube 2022 des supporters, de Doha à Rosario, fait participer à l'aventure: "Et Dieeego, au ciel on peut le voir (...) encourager Lionel..."

Mais le penalty de Messi (34e) et dans la foulée le but de la jeune pépite Julian Alvarez (39), ont libéré tout le monde, l'Albiceleste sur le terrain comme les choeurs à Buenos Aires. "Goooool... !" "Vamos, vamos, Argentina, vamos vamos, a ganaar ! " (Allez, allez, l'Argentine, allez allez, on va gagner).

"Argentin, je ne peux pas m'arrêter"

Alors, dans un bruyant miroir, les chants des supporters dans les bars de la capitale argentine ont semblé répondre à ceux du stade Lusail à 13.000 km, à moins que ce ne soit le contraire. "Cada dia te quiero mas, soy Argentino, es un sentimiento, no puedo paraa" (chaque jour je t'aime plus, je suis Argentin, c'est un sentiment, je ne peux pas m'arrêter).

"C'est très tactique, les deux équipes ont un jeu un peu similaire, elles s'étudient beaucoup", analysait à la pause Cristian Oberolser, dirigeant d'entreprise de 54 ans, en sueur. "Il reste encore beaucoup à jouer. Mais l'Argentine a des joueurs explosifs, comme Messi, Julian Alvarez".



Ah, Messi... A chaque ouverture, couverture de balle spectaculaire, ou lors de son festival sur le 3e but, le capitaine argentin déclenche des prosternations amusées, comme devant un dieu vivant: "Meee-si ! Meee-si !"

C'est que le septuple Ballon d'or rend ce Mondial-2022, très probablement son dernier à 35 ans, spécial aux yeux des supporters. "Pour moi, c'est comme un cadeau pour lui, la dernière chance qu'il a, pour pouvoir s'en aller comme il faut. Mais c'est maintenant ! Parce qu'après lui, on ne sait pas si émergera quelqu'un d'autant bon, il se passera sans doute des années avant qu'on soit aussi proche de nouveau", expliquait à l'AFP Natalia Aguirre, étudiante de 23 ans.

S'écoule la seconde période, l'Argentine

tient sans trop souffrir, Messi régale. Au Parque centenario, chaque but fait s'envoler des nuages de poussière sur l'herbe pelée. Aux terrasses des bars, les tables tressaillent, des verres volent. Un bus passe, s'arrête de longues minutes pour que le chauffeur regarde un coup-franc. Les passagers, interdits, sourient.

"A présent oui, on peut battre la France"

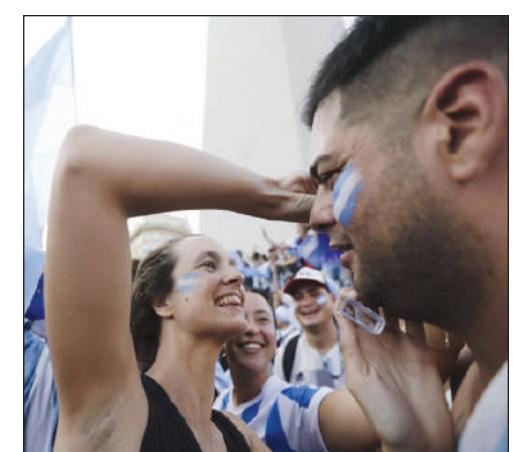
"On le sent, ce Mondial, c'est "LE" Mondial", assure à l'AFP Ramiro Monteiro, jeune sans emploi de 23 ans. "Pour plein de raisons, pour la mort de Diego (en 2020) depuis la dernière Coupe du monde, parce que Messi joue son dernier Mondial, pour la Copa America gagnée l'an dernier aussi. Et pour la solidité de cette équipe, même si elle est différente sans Messi".

Fin du temps additionnel. La foule scan-de le décompte: "cinco, cuatro, tres, dos, uno..." et se libère enfin. Quelques larmes, beaucoup de cris, et des chants, de nouveau. Des inconnus s'embrassent, interminables accolades pour saluer une autre finale, la 3e (après 1990, 2014) depuis le dernier sacre en 1986. Une si longue attente.

Le président Alberto Fernandez a salué "la Coupe du monde incroyable" de la sélection, "qui nous a montré que le chemin vers la gloire est toujours en équipe".

"Merveilleuse, contente, émue. Je me sens tout ça. C'est encore une fois, une autre finale. On a une merveille d'équipe. Et une véritable fierté nationale: Messi", articulait, la voix brisée, Evelyn Rios, une étudiante de 26 ans, dans le vacarme de l'Obélisque.

"J'aimerais qu'on joue contre la France en finale. Pour la revanche", avoue avec un sourire gourmand Ramiro Monteiro, en évoquant le quart de finale perdu par l'Argentine au Mondial-2018 (4-3). "A présent oui. Avec une équipe comme celle-là, on peut les battre", soufflait Cristian Oberolser.



Mondial-2022

Sans pitié, la France élimine le Maroc et se qualifie pour une 2e finale consécutive

L'équipe de France a remporté sa demi-finale de Coupe du monde 2 à 0 contre le Maroc. Les Bleus peuvent désormais être la première équipe à conserver leur titre de champion mais cela passera par un duel au sommet face à l'Argentine de Messi dimanche.

Les Bleus un peu plus près de l'impossible. En remportant mercredi 14 décembre son duel "pour l'histoire" face au Maroc (2-0), l'équipe de France a fait un pas de plus vers son rêve de conserver sa couronne de champion du monde. Reste un défi et probablement le plus terrible : l'Argentine de Lionel Messi.

Venu pour "rien d'autre que gagner et remporter la Coupe du monde" selon ses mots, le sélectionneur marocain Walid Regragui avait pourtant préparé un grand coup de poker à la France avant le coup d'envoi : l'annonce du retour d'Aguerd, forfait pour le tour précédent, et l'emploi d'un système inédit en 5-4-1, destiné à verrouiller un peu plus le coffre-fort des Lions de l'Atlas.

Le premier bluff s'évante lors des hymnes. Aguerd est finalement incapable de tenir sa place et est supplié par Darit. Cependant, la France n'est pas au bout de ses peines. Elle sait qu'elle évoluera au milieu d'un stade hostile à sa cause. Les joueurs sont hués dès l'annonce de leur nom. Des tentatives de sifflets éclatent au début de "la Marseillaise" et les supporters

bleus, mince rectangle marine au milieu d'une marée rouge, sont inaudibles. Et les Français doivent se passer de Rabiot et Upamecano, insuffisamment remis d'un mal de gorge.

Ouverture rapide du score

Est-ce pour éviter d'avoir trop les oreilles qui sifflent ? Toujours est-il que les hommes de Didier Deschamps font le choix de laisser la possession à leurs adversaires. Ils leur abandonnent le ballon, ferment leur surface de réparation, et n'attaquent au pressing que dans leur milieu de terrain.

Sur une de ces récupérations hautes, Griezmann profite d'une glissade marocaine pour partir dans l'espace devant lui et centrer Mbappé. La reprise du prodige de Bondy est contrée et échoue sur Hernandez qui se contorsionne pour envoyer une demi-volée dans les filets de Bounou (5e, 1-0).

Le pire scénario possible pour le Maroc, qui ne se montre pas assommé pour autant. Azzedine Ounahi envoie une frappe de 25 mètres qui contraint Hugo Lloris à une parade horizontale (10e). Les Bleus sont prévenus : les Lions de l'Atlas peuvent mourir à tout moment. Sur le banc, Walid Regragui renonce définitivement à son coup tactique en faisant sortir Saïss, touché aux cuisses lors des deux derniers matches, et en repassant en 4-1-4-1, le dispositif qui l'a emmené dans le dernier carré.

Olivier Giroud est proche à deux reprises d'inscrire la balle de finale : échappé dans le dos de la défense, il trouve le poteau de Bounou d'une lourde frappe (17e). Puis, Mbappé dépose Hakimi et place le ballon à la droite de Bounou. El-Yamiq sauve. Giroud a suivi dans la surface mais son tir enroulé du gauche manque le



cadre (36e).

Le Maroc très proche de l'égalisation

Le but aurait été précieux. S'ensuit un gros moment de flottement pour les Français où les Marocains se montrent extrêmement dangereux. Sur un corner, Giroud dégage comme il peut, El-Yamiq reprend acrobatiquement et Lloris coincide le ballon contre le poteau (45e).

Mbappé est intenable sur son côté gauche au retour des vestiaires. Il multiplie les accélérations mais ses centres en retrait ne trouvent personne, si ce n'est Koundé qui tente une Pavard (47e). Le Maroc répond et est proche de l'égalisation avec deux ballons qui traînent dans la surface

(53e, 54e, 66e). Les Lions de l'Atlas profitent notamment des carences défensives françaises sur le côté gauche, celui de Mbappé et Théo Hernandez. Les Bleus semblent accuser le coup et ne plus répondre au défi physique des Marocains.

Didier Deschamps fait alors le choix de faire rentrer Marcus Thuram à la place de Giroud. Le fils de Lilian laisse l'axe à Mbappé et occupe le côté gauche et obtient un coup franc au poteau de corner. Mbappé hérite du ballon mais cela ne donne rien (69e). Le sélectionneur des Bleus lance Kolo Muani à la place de Dembélé et grand bien lui fait puisque l'attaquant de Francfort inscrit le but de la délivrance : Mbappé s'embarque dans une série de dribbles dans un tout petit périmètre dans la surface marocaine, sa frappe est contrée et revient au second poteau sur l'entrant qui ajuste Bounou (79e, 2-0).

Les Marocains sont KO debout et les Bleus résistent pour s'offrir leur première clean-sheet du tournoi. Avant le match, Walid Regragui affirmait ne "pas croire à la possession" mais au "pragmatisme" en louant les qualités de Didier Deschamps en la matière. Il faut croire que le sélectionneur des Bleus lui a donné une leçon en la matière en contraignant les Lions de l'Atlas à avoir le ballon : 60 % de possession à l'arrivée.

Une tactique qui envoie les Bleus en finale pour la deuxième Coupe du monde consécutive. Ils pourront écrire l'histoire, en devenant la première équipe à conserver son titre depuis le Brésil de Pelé en 1962. Quant aux valeureux Marocains, ils peuvent toujours prétendre devenir la première équipe africaine sur le podium d'un Mondial. Pas sûr que cela les console.

Gareth Southgate envisage de quitter son poste de sélectionneur de l'Angleterre



Tuchel seraient sur la liste des prétendants au poste de sélectionneur, comme Steve Holland, l'actuel entraîneur adjoint des Three Lions. Mark Bullingham, le directeur général de la Fédération, a fait l'éloge de Southgate dimanche et souhaiterait qu'il reste jusqu'à l'Euro 2024.

« Gareth et Steve (Holland) ont exceptionnellement bien préparé l'équipe tout au long du tournoi, a-t-il déclaré. Nous sommes incroyablement fiers de Gareth, des joueurs, du staff et nous apprécions tout le travail acharné qu'ils ont fourni. » L'ancien sélectionneur des Espoirs va prendre le temps de la réflexion après la déception du Mondial au Qatar. « Je ne pense pas que prendre une décision comme celle-ci doit être prise juste après le match, assure Gareth Southgate. Tout cela prend de l'énergie, il y a tellement de choses qui me traversent l'esprit. Je veux prendre la bonne décision. »

Selon la presse britannique, Gareth Southgate envisage de quitter son poste de sélectionneur de l'équipe d'Angleterre, après la désillusion subie contre la France en quarts de finale de la Coupe du monde. Mais le technicien de 52 ans veut se laisser le temps de la réflexion.

Selon The Telegraph, Gareth Southgate envisagerait de quitter la sélection anglaise après l'élimination en quarts de finale de la Coupe du monde face à la France (1-2), à cause des critiques recues depuis la défaite en finale de l'Euro 2021 contre l'Italie, à domicile. Le technicien de 52 ans, en poste depuis 2016, a encore deux années de contrat avec la Fédération anglaise de football.

« J'ai trouvé qu'une grande partie des 18 derniers mois avait été difficile, confie-t-il, dans des propos rapportés par le quotidien britannique. Après ce qui a été dit et écrit, la nuit aux Wolves (les supporters l'avaient vivement critiqué, après la défaite 0-4 contre la Hongrie, en juin dernier à Wolverhampton), il y a beaucoup de choses conflictuelles qui restent dans ma tête. Je veux m'assurer que c'est la bonne chose de rester, que j'ai encore l'énergie nécessaire pour continuer. »

« Je veux prendre la bonne décision »

Si Gareth Southgate était amené à partir, The Telegraph annonce que Brendan Rodgers, Mauricio Pochettino et Thomas

Arsenal à fond sur Dusan Vlahovic

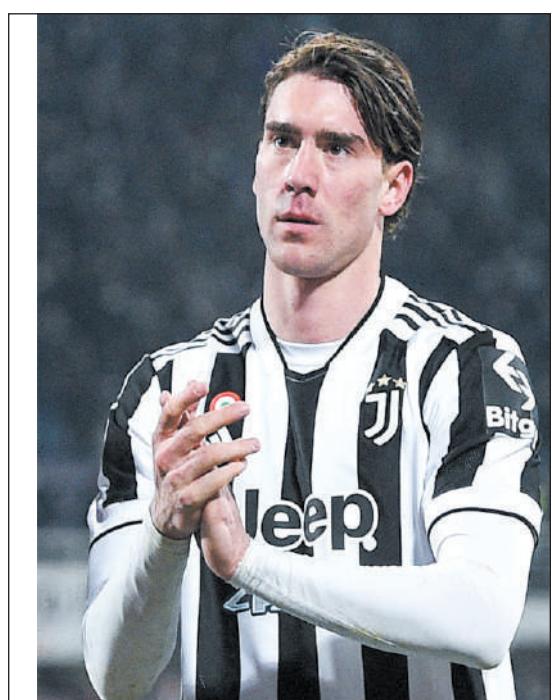
Privé de Gabriel Jesus pendant plusieurs semaines voire mois,

Arsenal songe à recruter un attaquant. Et Dusan Vlahovic serait la cible prioritaire des Gunners pour le prochain mercato de Premier League.

Dusan Vlahovic est revenu dans le radar des dirigeants d'Arsenal. Ces derniers envisagent de recruter un attaquant lors du prochain mercato de Premier League en janvier prochain. Notamment en raison de l'absence prolongée de Gabriel Jesus suite à sa blessure au genou survenue à la Coupe du Monde 2022 rapporte BBC Football. Et l'attaquant serbe de la Juventus de Turin, est la cible prioritaire des Gunners indique le média britannique.

Une Coupe du Monde 2022 ratée avec la Serbie

Dusan Vlahovic reste sur une Coupe du Monde mitigée avec la Serbie. L'attaquant de la Juventus a joué 66 minutes sans laisser de trace lors de la défaite contre le Brésil, n'a pas vu le terrain contre le Cameroun et est finalement entré en jeu lors du dernier match contre la Suisse, disputant 55 minutes et inscrivant un seul but. Des performances moyennes pour un buteur aussi prolifique en Serie A sous les couleurs de la Juventus et de la Fiorentina avant.



Dusan Vlahovic bradé ?

Malgré cela, c'est bien lui qui est dans le viseur d'Arsenal. Le club londonien compte sur le flou actuel au sein de la Juventus suite à la démission des principaux dirigeants, pour tenter d'obtenir au moins le prêt sinon le transfert de l'international serbe. Ce dernier arrivé en janvier 2021 chez la Vieille Dame, est sous contrat jusqu'en juin 2026. Sa valeur est estimée à 80 millions d'euros. Mais il pourrait être vendu à un prix moindre pour faciliter son départ et renflouer les caisses de la Juventus.